

Avec tous les salariés du public et du privé, Mardi 4 Octobre, grèves et manifestations unitaires

Au cours de l'année 2004-2005, le mouvement social a dû faire face aux mesures et projets libéraux du gouvernement, il a pu faire avancer des exigences revendicatives fortes. C'est vrai en matière de recherche et d'enseignement supérieur, pour les créations d'emplois, les crédits recherche ...

En cette rentrée 2005, comme l'ensemble des salariés, les enseignants du supérieur et tous les personnels sont de nouveau menacés par les mesures prises par ordonnances par le gouvernement.

C'est l'extension de la précarité et des difficultés de l'emploi, avec le contrat de « nouvelle embauche », les réductions programmées des emplois publics, des licenciements massifs dans des établissements clés du secteur privé.

C'est le renforcement des inégalités. Dans notre secteur, la réduction des entrées dans l'enseignement supérieur, la sélectivité accrue des poursuites d'études renvoient aux inégalités sociales et culturelles qui s'aggravent, alors que dividendes et profits atteignent des records (Total, Hewlett Packard...).

C'est l'attaque directe contre les services publics, (Recherche et Education, Santé, Justice,...) et contre les entreprises publiques. Ce sont les tentatives d'éclatement concurrentiel du service public d'enseignement supérieur et de recherche. C'est la mise en cause du service public de la justice, l'accentuation de la politique sécuritaire.

Aux dangers et à l'arbitraire de ces mesures, à la dimension sécuritaire des dispositifs « Sarkozy », il faut opposer une riposte. C'est l'enjeu du 4 octobre.

Développer l'emploi, lutter contre la précarité

Le « Contrat Nouvelle Embauche », avec d'autres mesures, porte directement atteinte aux bases du droit du travail. Les salariés du public sont également visés. Les projets de multiplication des contrats précaires pour les jeunes chercheurs, l'extension des CDI dans la fonction publique en témoignent. Les jeunes qui se destinent à l'enseignement supérieur et à la recherche sont particulièrement frappés. Nous avons pu ensemble arracher l'engagement de création de 3000 emplois titulaires. C'est un acquis, encore insuffisant. ***Le 4 octobre, l'enjeu c'est d'imposer des créations effectives répondant aux exigences massivement portées par la communauté scientifique tant en matière d'enseignement que de recherche.***

Revaloriser les salaires, les allocations et les pensions :

Les pertes de pouvoir d'achat des salariés et retraités sont établies et reconnues. Pour les enseignants du supérieur c'est moins 10 % depuis 2002, pour les retraités plus encore. Par l'action, nous avons pu obtenir la revalorisation de 5 % des allocations recherche, mais elles atteignent à peine 1000 euros nets par mois ! Les projets de réforme fiscale visent à masquer ces régressions et amplifieraient les inégalités. ***Le 4 octobre, avec l'ensemble des salariés c'est une autre logique, celle de la justice sociale, de l'emploi qu'il faut faire entendre.***

Défendre et développer les services publics.

Ces exigences sont massivement partagées en France, et dans d'autres pays européens. Les débats européens du printemps dernier l'ont bien montré. Les universitaires et chercheurs –avec les États Généraux et après- se sont rassemblés dans des actions et sur des propositions précises. Le Gouvernement cherche à détourner ces exigences : mise en concurrence des établissements, projets réitérés de modulation des services, des rémunérations et des promotions, avec la volonté de dissocier les liens entre recherche et formations supérieures, de faire éclater les diplômes nationaux, de piloter des recherches subordonnées pour l'essentiel à la concurrence industrielle. Les difficultés qui frappent de plus en plus les étudiants sont ignorées.

L'exigence de mesures fortes pour un réel développement de la recherche publique, une nouvelle démocratisation du service public d'enseignement supérieur et des mesures pour les étudiants doivent s'exprimer clairement en cette rentrée.

Le 4 octobre, avec l'ensemble des salariés, rassemblons-nous pour imposer cette exigence des moyens en crédits et en emplois, pour une Loi d'Orientation et de Programmation de la Recherche, répondant aux besoins de développement du grand service d'enseignement supérieur et de recherche dont le pays a besoin.

Le SNESUP appelle à préparer activement dans l'unité, dans chaque établissement, cette journée du 4 octobre, à débattre des suites à lui donner, dans l'enseignement supérieur et la recherche, et avec l'ensemble des salariés et leurs organisations.